World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 17-21 novembre 2025

Distribution: générale
Date: 11 juillet 2025
Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour
WFP/EB.2/2025/7-A/8/DRAFT
Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (https://executiveboard.wfp.org/fr).

Projet de plan stratégique de pays – République de Türkiye (2026-2028)

Durée	1er janvier 2026-31 décembre 2028
Coût total pour le PAM	51 649 440 dollars É.-U.
Score au titre du cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats*	3,1

* Le cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats est un système de mesure des résultats qui comprend un suivi des programmes ainsi qu'un suivi financier et offre une méthode fondée sur les résultats pour l'élaboration de programmes axés sur l'être humain.

Résumé

La République de Türkiye, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, doté de solides institutions, d'un secteur privé dynamique et d'un système alimentaire diversifié, a réalisé des progrès notables sur les plans économique et social, et occupe désormais le 17e rang dans le classement mondial des économies. Comptant parmi les principaux pays exportateurs de produits agricoles, elle joue un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire régionale et mondiale; elle approvisionne les opérations du PAM dans le monde entier et est activement engagée dans la diplomatie humanitaire pour appuyer des activités de secours menées dans plusieurs pays de par le monde où le PAM est présent, y compris dans le cadre de l'Initiative de la mer Noire.

Coordonnateurs responsables:

Mme V. Guarnieri
Sous-Directrice exécutive
Département des opérations liées aux programmes
courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

M. S. Cahill
Directeur de pays
courriel: stephen.cahill@wfp.org

En dépit de ces accomplissements, la République de Türkiye se heurte à des difficultés persistantes, notamment en raison de la présence de réfugiés (aujourd'hui au nombre de 3 millions), ce qui depuis 11 ans met à rude épreuve les ressources publiques et la cohésion sociale. Bien que le Gouvernement ait mis en œuvre des politiques inclusives en faveur des réfugiés, il est essentiel que la communauté internationale continue d'apporter son appui. L'inflation, les fluctuations des prix des produits alimentaires et les disparités de revenus rendent complexe l'accès à des aliments nutritifs, en particulier pour les personnes dont les revenus sont faibles et pour les réfugiés. L'exposition du pays à des aléas, en particulier les séismes, et l'instabilité régionale présentent d'autres problèmes encore, qui font ressortir combien il est nécessaire de renforcer son état de préparation aux catastrophes et ses capacités d'intervention d'urgence.

Au moyen du présent plan stratégique de pays, le PAM vise à renforcer les partenariats stratégiques avec le Gouvernement et le secteur privé pour améliorer l'efficacité des interventions humanitaires menées tant en République de Türkiye qu'à l'échelle mondiale, en obtenant un impact plus fort avec des ressources moins importantes.

Prenant acte des solides capacités du Gouvernement, le PAM s'emploiera à combler les lacunes considérées comme prioritaires, en tirant parti de ses atouts propres aux titres suivants: appui aux réfugiés, préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, renforcement des capacités des institutions et prestation de services. Le présent plan stratégique exploitera également la complémentarité des points forts respectifs du PAM et de la République de Türkiye, pour faire gagner en efficacité les interventions d'urgence à l'échelle mondiale en combinant, d'une part, les compétences de pointe du PAM en matière d'assistance alimentaire et de chaînes d'approvisionnement humanitaires et, d'autre part, les atouts que présentent la localisation géostratégique de la Türkiye, son rôle de chef de file sur le plan humanitaire et son secteur logistique compétitif, afin d'œuvrer à la réalisation d'un objectif commun: régler le problème mondial de l'insécurité alimentaire.

Le présent plan stratégique de pays concorde avec le douzième plan de développement de la République de Türkiye, qui couvre la période 2024-2028, et avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030). Exécuté sur une durée de trois ans, il contribuera à l'élimination de la faim et à la promotion des partenariats mondiaux. Il s'articulera sur deux effets directs interdépendants:

- *Effet direct 1. Les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise ciblés en Türkiye peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires, notamment accéder à une alimentation nutritive, tout au long de l'année.* À ce titre, le PAM continuera d'œuvrer aux côtés du Gouvernement turc pour faire en sorte que les réfugiés ciblés qui vivent dans des camps (centre d'hébergement temporaire ou ville-conteneur) ou sont en situation de transition, ainsi que d'autres personnes touchées par une crise, puissent satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base ainsi que leurs autres besoins essentiels.

- *Effet direct 2. D'ici à 2028, des partenariats stratégiques renforcés sont mis à profit pour faciliter la fourniture d'un appui efficient aux personnes touchées par une crise ou exposées à des risques, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Türkiye, et leur permettre de satisfaire leurs besoins élémentaires et de renforcer leur résilience.* À ce titre, le PAM renforcera ses partenariats stratégiques avec des entités des secteurs public et privé, en collaborant en vue de l'amélioration de l'état de préparation aux situations d'urgence et de la capacité d'intervention en cas de crise, et en renforçant les programmes de filets de sécurité. Il dispensera aussi des services aux acteurs de l'aide humanitaire et à ceux qui œuvrent en faveur du développement. Ces efforts rendront plus efficient et plus efficace l'appui apporté aux personnes touchées par une crise ou exposées à des risques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la République de Türkiye.

Le présent plan stratégique de pays ouvrira la voie à un retrait responsable du PAM de la gestion des programmes après 2028.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la République de Türkiye (2026-2028) (WFP/EB.2/2025/7-A/8), pour un coût total pour le PAM de 51 649 440 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation et évaluation des besoins du pays

1. La République de Türkiye[1] est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure doté d'institutions, d'infrastructures et de services publics solides, ainsi que d'un secteur privé dynamique. Membre du Groupe des 20, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Organisation de la coopération islamique et candidate à l'adhésion à l'Union européenne, la Türkiye joue un rôle clé à l'échelle régionale et internationale. Depuis 2014, elle accueille l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde[2], qui comprend 2,82 millions de Syriens et plus de 224 000 personnes d'autres nationalités[3]. Quelque quatre-vingt-dix-huit pour cent des réfugiés vivent parmi des communautés d'accueil réparties dans l'ensemble du pays, et 2 pour cent – considérés comme les plus vulnérables – résident dans des centres d'hébergement temporaire gérés par les pouvoirs publics.

2. Depuis le début des années 2000, la Türkiye est parvenue à un développement économique et social remarquable et se classe maintenant au 17e rang sur le plan économique au niveau mondial et au 10e rang pour ce qui est de la production agricole; elle occupe le 45e rang selon l'indice de développement humain de 2023-2024[4]. Bien qu'elle ait accompli des progrès pour ce qui est de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la santé, on manque de données plus détaillées en ce qui concerne les indicateurs intéressant l'élimination de la faim et la promotion de l'égalité[5].

3. La situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est certes améliorée, d'où une réduction de la proportion de la population n'étant pas en mesure d'accéder à une alimentation saine – passée de 15 pour cent en 2019 à 6 pour cent en 2022 –, mais des difficultés persistent[6]. En 2022, la Türkiye se classait ainsi au 49e rang sur 113 pays selon l'indice mondial de la sécurité alimentaire[7]. L'inflation, les fortes fluctuations des prix des produits alimentaires, le coût élevé des intrants agricoles et les inégalités de revenus compromettent les progrès, en particulier pour les personnes dont le revenu est faible[8]. Les ménages les moins éduqués ayant à leur tête une femme sont plus susceptibles d'être en situation de pauvreté relative, et les femmes âgées présentent de moins bons résultats sur le plan de la santé[9]. Les enfants sont particulièrement exposés à la pauvreté ou à l'exclusion sociale[10]. Les dispositifs de protection sociale, notamment le programme de repas scolaires, atténuent les difficultés en question, mais pourraient être améliorés afin

[1] Ci-après dénommée "Türkiye".

[2] Dans le présent document, le terme "réfugiés" désigne les Syriens qui bénéficient d'une protection temporaire, les candidats à la protection internationale et ceux qui jouissent déjà de cette protection en application du cadre juridique et politique de la Türkiye, notamment la loi relative aux étrangers et à la protection internationale, ainsi que le règlement relatif à la protection temporaire.

[3] Nombre de réfugiés syriens à la fin de février 2025, comme indiqué par la Présidence de la gestion des migrations au Ministère de l'intérieur; s'agissant des réfugiés d'autres nationalités, leur nombre était tel à la fin de novembre 2024, comme indiqué dans *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030,* en décembre 2024 (document non publié).

[4] Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2024. *Rapport sur le développement humain 2023-2024 – Sortir de l'impasse: Repenser la coopération dans un monde polarisé*.

[5] Organisation des Nations Unies. 2024. *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030* (document non publié).

[6] Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) *et al.* 2024. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 – Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*.

[7] The Economist Group. 2022. *Global Food Security Index 2022*.

[8] Organisation des Nations Unies. 2024. *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030* (document non publié).

[9] Ibid.

[10] Les mesures de la pauvreté multidimensionnelle indiquent que 40,1 pour cent des enfants étaient exposés à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2023, contre 30,7 pour cent de la population totale. Données provenant du site Web TUIK/TURKSTAT.

qu'un appui plus solide soit apporté aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel et défavorisés, comme les femmes, les enfants et les personnes handicapées[11].

4. Les ménages de réfugiés rencontrent de plus en plus de difficultés en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires et de l'inflation, et il leur arrive souvent d'opter pour des stratégies de survie préjudiciables[12]. Plus de 50 pour cent des ménages de réfugiés vivant dans des communautés n'ont pas les moyens de financer le panier de dépenses minimum[13]. À l'intérieur des centres d'hébergement temporaire, l'assistance ne couvre que 34 pour cent de l'assortiment alimentaire[14]. L'insécurité alimentaire est plus répandue parmi les ménages ayant à leur tête une femme (53 pour cent) que parmi ceux qui ont à leur tête un homme (38 pour cent)[15]. Cinquante pour cent des ménages dont un ou plusieurs membres sont handicapés se trouvent en situation d'insécurité alimentaire (contre 41 pour cent de l'ensemble des ménages) et les ménages en question ont eux aussi plus souvent recours à des stratégies de survie reposant sur des modes de consommation alimentaire préjudiciables (97 pour cent contre 90 pour cent de l'ensemble des ménages) et n'ont qu'un accès limité aux stratégies de survie liées aux moyens d'existence. Le taux d'activité des réfugiés syriens est de 44 pour cent (81 pour cent pour les hommes et 14 pour cent pour les femmes), la plupart exerçant un emploi informel trop mal rémunéré pour leur permettre d'être autonomes[16].

5. Les défis liés à la nutrition concernent tout autant la population turque que les réfugiés. Selon la dernière enquête démographique et de santé en date, menée en 2018, 59 pour cent des femmes turques et 60 pour cent des femmes réfugiées âgées de 15 à 49 ans étaient en surpoids ou obèses, alors que le taux d'insuffisance pondérale était inférieur à 5 pour cent parmi les femmes de ces deux groupes en âge de procréer. La malnutrition chronique est plus répandue parmi les enfants syriens: 17 pour cent de ceux qui ont moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, contre 6 pour cent des enfants turcs. Les taux d'émaciation enregistrés parmi les enfants de moins de 5 ans sont similaires dans les deux groupes (environ 2 pour cent); 8 pour cent des enfants turcs et 10 pour cent des enfants syriens âgés de moins de 5 ans sont en surpoids. Pour ce qui est des micronutriments, 63 pour cent des enfants turcs âgés de 6 à 23 mois consomment des aliments riches en fer, contre seulement 33 pour cent des enfants syriens[17, 18]. Une connaissance insuffisante des bases d'une alimentation saine a des conséquences négatives sur les choix alimentaires

[11] Bien que le taux de couverture assuré en matière de protection sociale en Türkiye (à l'exception de l'assurance santé universelle) soit relativement élevé (64 pour cent), il demeure inférieur à la moyenne régionale de 85 pour cent, et on relève des lacunes plus notables dans le soutien apporté aux groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Le taux de versement de la pension d'invalidité est de 44 pour cent, et des allocations familiales en espèces ne sont versées que pour 37 pour cent des enfants âgés de moins de 15 ans. Un peu moins de 32 pour cent des personnes vulnérables bénéficient d'une assistance sociale. Source: Organisation des Nations Unies. 2024. *United Nations Country Analysis Türkiye 2026-2030* (document non publié).

[12] Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et Croissant-Rouge turc. 2023. *Findings of Post distribution Monitoring Survey (round 18). Navigating Socioeconomic Realities: Insights from Emergency Social Safety Net (ESSN) III Programme;* et PAM. *In-camp Post Distribution Monitoring Report, Türkiye Q3/2024* (document non publié).

[13] Le panier de dépenses minimum est assorti d'un coût moyen et inclut tout ce dont un ménage a besoin pour satisfaire ses besoins essentiels (alimentaires et non alimentaires) sur une base régulière ou saisonnière. D'après les résultats de l'enquête de suivi post-distribution correspondant au troisième trimestre de 2023, seuls 40 pour cent des ménages bénéficiaires du filet de protection sociale d'urgence et 53 pour cent des autres ménages se situaient au-dessus du seuil nécessaire pour financer le panier de dépenses minimum.

[14] Calcul du PAM fondé sur des données de Turkstat de janvier 2025.

[15] PAM. *In-camp Post Distribution Monitoring Report, Türkiye Q1/2025* (document non publié).

[16] PNUD et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). 2021. *Recommendations for Improved Access to Livelihoods in Preparation for Durable Solutions – A Desk Review*.

[17] Taux mesurés parmi les enfants âgés de 6 à 23 mois qui avaient consommé des aliments riches en fer au cours des 24 heures ayant précédé le passage des enquêteurs.

[18] Hacettepe University Institute of Population Studies. 2019. *2018 Turkey Demographic and Health Survey*.

effectués comme sur la santé, la question du prix des produits l'emportant souvent sur la sécurité sanitaire des aliments et sur leur qualité nutritionnelle[19].

6. La Türkiye est extrêmement vulnérable face aux aléas[20], en particulier les séismes. Ceux qui se sont produits en février 2023 dans le sud-est ont provoqué la mort de plus de 53 000 personnes et ont touché directement 15,7 millions d'individus[21], dont 1,7 million de réfugiés; en avril 2025, un séisme a blessé plusieurs centaines de personnes et causé des dommages considérables dans l'ensemble de la région de Marmara[22]. Les pertes ainsi engendrées et la perturbation des services et de la production alimentaire, de grande ampleur, provoquées par les séismes[23] soulignent combien il est urgent de renforcer les capacités de gestion des catastrophes et l'état de préparation aux situations d'urgence. Plus de deux ans après les séismes de 2023, 44 pour cent des ménages touchés n'ont toujours pas d'accès régulier à l'alimentation[24]. La Türkiye subit aussi des inondations, des vagues de chaleur et des feux incontrôlés de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses, et les tensions géopolitiques régionales accroissent encore la vulnérabilité du pays face aux crises.

7. Le Gouvernement applique des politiques inclusives en ce qui concerne les réfugiés, accordant aux Syriens l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux, ainsi qu'à un permis de travail[25]. Cela fait de la Türkiye un modèle pour ce qui est de l'application du Pacte mondial sur les réfugiés et la place au deuxième rang des donateurs d'aide humanitaire à l'échelle mondiale[26]. Toutefois, l'accueil prolongé de réfugiés continue de mettre à rude épreuve les systèmes nationaux et la cohésion sociale, d'où la nécessité pour la communauté internationale d'apporter son appui sur une base continue. Bien que les retours volontaires de réfugiés syriens aient augmenté depuis la transition politique survenue en décembre 2024 dans ce pays[27], la plupart des réfugiés s'en tiennent jusqu'à maintenant à une approche consistant à "attendre la suite des évènements"[28].

8. La contribution de la Türkiye à l'aide humanitaire s'étend au-delà de ses frontières. Sa politique étrangère met l'accent sur la diplomatie humanitaire, et le pays apporte un appui notable aux efforts déployés par la communauté internationale au titre de l'aide humanitaire dans des situations présentant des risques élevés, notamment en Afghanistan, dans la bande de Gaza, au Myanmar, en République arabe syrienne et en Somalie. La Türkiye joue un rôle clé dans le cadre de l'Initiative de la mer Noire, en qualité de négociatrice, de médiatrice et d'actrice opérationnelle, garantissant l'exportation en toute sécurité de céréales ukrainiennes et contribuant à atténuer la crise alimentaire mondiale déclenchée par le conflit en Ukraine.

---

[19] Organisation des Nations Unies. 2024. *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030* (document non publié).

[20] Selon l'édition de 2024 du *World Risk Report*, la Türkiye occupe le 35e rang sur 193 pays.

[21] Ce qui correspond à 18 pour cent de la population totale du pays, qui compte 85,7 millions d'habitants.

[22] République de Türkiye. 2024. Rapport sur la reconstruction et le développement dans le sillage des séismes de Kahramanmaraş et de Hatay (en turc).

[23] Les séismes ont endommagé plus de 20 pour cent de la production alimentaire de la Türkiye. Source: FAO. 2023. "Séismes en Türkiye: plus de 20 pour cent de la production alimentaire perdue selon les premières évaluations".

[24] Association médicale turque et Syndicat des assistants sociaux et du personnel de santé. 2025. Rapport sur les séismes de février 2023, deux ans après (en turc).

[25] En application de sa loi de 2013 sur les étrangers et la protection internationale et de la réglementation applicable à la protection temporaire (2016).

[26] Development Initiatives. 2023. *Global Humanitarian Assistance Report 2023*.

[27] Au 29 janvier 2025, selon le ministre turc de l'intérieur, 81 576 personnes étaient reparties volontairement de la Türkiye pour regagner la République arabe syrienne depuis le début de décembre 2024. Dans les deux semaines ayant précédé le 9 décembre 2024, leur nombre était d'environ 3 500. Sources: HCR. 2025. *Regional Flash Update #16: Syria situation crisis* et HCR. 2024. *Regional Flash Update #6: Syria situation crisis*.

[28] HCR. 2024. *Regional Refugee Community Feedback about Developments in Syria*.

9. Dans le droit fil de l'Initiative de la mer Noire, l'initiative "Céréales en provenance d'Ukraine" met davantage encore en relief le rôle stratégique de la Türkiye en ce qui concerne la sécurité alimentaire mondiale ainsi que la solidité de son secteur logistique. D'importantes quantités de céréales ukrainiennes ont été entreposées et moulues en Türkiye avant d'être acheminées vers des pays en situation d'insécurité alimentaire. Grâce à sa localisation géographique, à sa capacité de production agricole et à son rôle dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, la Türkiye apporte également une contribution essentielle aux opérations de portée mondiale du PAM: en 2023, plus de 440 000 tonnes de vivres – soit 18 pour cent des achats de produits alimentaires du PAM à l'échelle mondiale – provenaient de Türkiye ou avaient transité par ce pays. Cette convergence des domaines d'intervention et des objectifs à atteindre pour lutter contre l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale constitue une occasion stratégique pour le PAM et la Türkiye de renforcer la complémentarité et l'efficacité de leur action humanitaire, afin d'obtenir davantage de résultats avec moins de ressources.

2. Priorités nationales et assistance collective

10. Le douzième plan national de développement de la Türkiye couvre la période 2024-2028 et sert de cadre stratégique pour guider la progression vers un développement plus durable et renforcer la stature du pays à l'échelle mondiale. S'articulant sur cinq piliers stratégiques[29], ce plan énonce l'ambition de la Türkiye de devenir un pays à revenu élevé, les objectifs de développement durable étant considérés comme un cadre de référence globale pour l'action axée sur l'être humain qui est menée en faveur du développement. Les six effets énoncés dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après le Plan-cadre de coopération) établi pour la Türkiye pour la période 2026-2030 sont en concordance directe avec ces piliers.

11. Le plan national de développement met en relief l'importance croissante que revêtent la réduction et la gestion des risques de catastrophe[30]. Le cadre de gestion des catastrophes de la Türkiye est coordonné par la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence au sein du Ministère de l'intérieur et inclut deux principaux plans: le plan national d'intervention face aux catastrophes et le plan national de réduction des risques de catastrophe[31]. Ces plans comportent un ensemble complet de mesures destinées à faire face aux risques de catastrophe et constituent une base pour les interventions et la coordination; y sont décrits les rôles respectifs des institutions publiques, des administrations locales, des organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé.

[29] Les cinq piliers du douzième plan national de développement de la Türkiye sont: une croissance stable et une économie forte; une production compétitive grâce à la transformation numérique et à la transformation verte; des ressources humaines qualifiées; des familles solides et une société saine; des milieux de vie et un environnement durable résilients face aux catastrophes; une gouvernance démocratique de qualité fondée sur la justice. République de Türkiye. 2023. *Twelfth Development Plan (2024–2028).*

[30] Le plan national de développement inclut un chapitre consacré aux milieux de vie et à l'environnement durable résilients face aux catastrophes, qui traite des besoins des groupes vulnérables, avant, pendant et après les catastrophes.

[31] Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence. 2020. Plan national de réduction des risques de catastrophe (en turc).

12. En application du plan national d'intervention en cas de catastrophe, le Ministère de la famille et des services sociaux supervise la gestion des entrepôts et la distribution des donations en nature, cependant que le Croissant-Rouge turc dirige un groupe de travail sur la nutrition dont les travaux sont axés sur le relèvement rapide, ce qui joue un rôle essentiel pour la mise en place de chaînes d'approvisionnement alimentaire pendant les situations d'urgence[32]. L'évaluation de l'action humanitaire interinstitutionnelle portant sur l'intervention menée à la suite des séismes de 2023 a fait apparaître des lacunes dans la planification conjointe par les entités des Nations Unies des interventions d'urgence et dans leur coordination avec les dispositifs nationaux de gestion des catastrophes, principalement en raison de l'hypothèse posée selon laquelle une intervention dirigée par le Gouvernement ne nécessiterait pas un appui international, mais aussi parce que des relations préexistantes fragiles avec le Gouvernement ont rendu nécessaires des efforts conjoints au moment de l'intervention[33]. En 2024, dans le souci de combler ces lacunes, un groupe de travail sur la préparation aux situations d'urgence et sur les interventions en cas de crise a été créé par l'équipe de pays des Nations Unies, qui est codirigé par le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé.

13. La gestion efficace des migrations demeure une priorité nationale. La Présidence de la gestion des migrations, placée sous l'autorité du Ministère de l'intérieur, supervise les politiques et les stratégies intéressant les migrations et l'asile, y compris la gestion des centres d'hébergement temporaire, qui accueillent 60 000 réfugiés. Depuis 2018, le nombre de résidents de ces centres diminue, compte tenu de la stratégie gouvernementale consistant à en réduire la taille et à donner la priorité aux personnes présentant des besoins particuliers – tendance dont on prévoit qu'elle est appelée à se poursuivre. Le PAM – seul acteur international ayant accès aux centres d'hébergement temporaire – prête assistance aux résidents depuis 2012, en partenariat avec le Croissant-Rouge turc. Depuis 2024, il apporte un appui aux réfugiés transférés dans des "villes-conteneurs"[34] gérées par la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence.

14. Les réfugiés remplissant les conditions requises qui vivent à l'extérieur de centres d'hébergement temporaire bénéficient de programmes de filets de sécurité nationaux mis en œuvre par le Ministère de la famille et des services sociaux en partenariat avec le Croissant-Rouge turc, tels que le filet de protection sociale et les transferts de type monétaire assortis de conditions, qui leur donnent accès à des services éducatifs[35]. En 2025, plus d'un million de réfugiés reçoivent régulièrement une assistance en espèces au titre du filet de protection sociale, qui vise à les aider à répondre à leurs besoins élémentaires[36], et 429 000 enfants réfugiés bénéficient des transferts de type monétaire assortis de conditions qui donnent accès à l'éducation[37].

---

[32] Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence. 2014. Plan national de réduction des risques de catastrophe, page 24 (en turc)

[33] *Inter-agency humanitarian evaluation of the 2023 earthquake response, preliminary findings 2024* (document non publié).

[34] Bâties par la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence au moyen de conteneurs maritimes pour offrir un hébergement temporaire aux populations déplacées dans le sillage des séismes ayant frappé en février 2023 le sud-est de la Türkiye.

[35] Ces programmes ont été exécutés par diverses parties prenantes au fil des années, notamment par le PAM, qui a géré le filet de protection sociale d'urgence de 2016 à 2020, et par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui a transféré en 2022 au Ministère de la famille et des services sociaux la responsabilité de la mise en œuvre des transferts de type monétaire soumis à conditions donnant accès aux services éducatifs. L'UNICEF apporte également son appui au Ministère afin de rendre le système national de protection sociale plus sensible aux besoins des enfants et plus réactif face aux chocs. Source: Draft *Evaluation of the United Nations sustainable development cooperation framework in Türkiye (UNSDCF) 2021–2025* (document non publié).

[36] Croissant-Rouge turc. 2025. Données sur le projet de filet de protection sociale d'urgence, janvier 2025 (en anglais).

[37] Croissant-Rouge turc. 2025. Données sur le projet de transferts monétaires assortis de conditions mis en place en faveur de l'éducation, mars 2025 (en anglais).

15. Les politiques nationales accordent de plus en plus la priorité aux interventions qui renforcent les moyens d'existence et l'autosuffisance des réfugiés. Diverses entités des Nations Unies, dont le PAM, mettent en œuvre des projets axés sur les moyens d'existence aux côtés d'ONG nationales et internationales[38]. À la suite des séismes de 2023, tirant parti de ses atouts propres, le PAM a réorienté son action pour privilégier les interventions d'urgence et les activités de relèvement, dans le but de répondre aux besoins les plus pressants; en 2024, il a procédé au retrait complet, par phases, de ses programmes d'autonomisation économique. D'autres acteurs continuent d'œuvrer dans le domaine des programmes axés sur les moyens d'existence.

16. En 2013, les mesures prises par la communauté internationale pour appuyer les efforts déployés par le pays en vue de répondre aux besoins des réfugiés sur les plans de l'aide humanitaire, de la protection et de la résilience ont été regroupés et sont coordonnés depuis à la faveur du plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP)[39]. Codirigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le plan 3RP bénéficie de la participation de 11 entités des Nations Unies et de 50 ONG œuvrant dans les domaines de l'éducation, de la protection, des besoins élémentaires, de la santé et de l'autonomisation économique.

17. Dans son plan national de développement, la Türkiye accorde la priorité à la création d'un secteur alimentaire et agricole qui soit durable, tant sur le plan économique que sur les plans social et environnemental, en vue de garantir l'équilibre de l'offre et de la demande ainsi qu'une nutrition adéquate pour sa population[40]. La feuille de route dont s'est dotée la Türkiye à l'occasion du Sommet sur les systèmes alimentaires a mis en relief le rôle crucial des petits exploitants agricoles, qui représentent 80 pour cent des 2,3 millions d'exploitations dans le pays[41, 42]. Le Ministère de l'agriculture et de la foresterie appuie ces petits exploitants grâce à des services de vulgarisation agricole et par l'intermédiaire de coopératives proposant des crédits[43], cependant que, de son côté, le Fonds international de développement agricole met en œuvre plusieurs projets visant à améliorer les moyens d'existence des petits exploitants agricoles dans les zones reculées situées en altitude[44].

[38] Il s'agit du PNUD, de l'Organisation internationale du Travail, du HCR, de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de l'Organisation internationale pour les migrations. Source: Draft *Evaluation of the United Nations sustainable development cooperation framework in Türkiye (UNSDCF) 2021–2025* (document non publié).

[39] Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP). 2024. *Annual Report 2024*.

[40] République de Türkiye. 2023. *Twelfth Development Plan (2024–2028)*.

[41] Gouvernement turc. 2021.*Towards Sustainable Food Systems – National Pathway of Turkey*.

[42] La taille moyenne d'une exploitation agricole est de 6 hectares, mais 65 pour cent des exploitations sont d'une taille inférieure à 5 hectares. Source: Organisation des Nations Unies. 2024. *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030* (document non publié).

[43] Nombre de petits exploitants agricoles se heurtent à des difficultés pour plusieurs raisons: recours à des technologies obsolètes, augmentation du coût des intrants, émigration rurale, intégration insuffisante dans les marchés, fluctuations des cours et irrégularité des revenus qui en résulte. Source: *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030*, décembre 2024 (non publié).

[44] Fonds international de développement agricole. 2024. *République de Türkiye – Évaluation de la stratégie et du programme de pays*.

18. Le Ministère de l'éducation nationale gère un programme national de repas scolaires qui bénéficie chaque année à 1,2 million d'enfants inscrits dans des établissements publics, avec un retour sur investissement de 6,4 dollars pour chaque dollar investi, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale de 5,5 dollars en la matière; ce résultat est dû en grande partie à des gains de productivité[45]. En outre, la stratégie et le plan d'action pour l'acquisition de connaissances de base en matière d'alimentation pour 2022-2028 constituent une feuille de route pour l'appui à l'accès à une alimentation saine, ainsi que pour la promotion d'une nutrition saine durable[46].

19. La diplomatie humanitaire est menée par l'entremise de plusieurs entités gouvernementales ou affiliées aux pouvoirs publics, notamment l'Agence turque de coopération et de coordination, le Croissant-Rouge turc, la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence et la Fondation Türkiye Diyanet[47]. De plus, comme mis en relief dans le plan national de développement, la Türkiye accorde la priorité au renforcement des partenariats en matière de coopération pour le développement, qui apportent des solutions efficaces et durables aux problèmes régionaux et mondiaux, tout en veillant à ce que leurs ressources soient utilisées de manière efficace. La Türkiye demeure résolue à appuyer les initiatives internationales figurant dans le programme de développement mondial, notamment pour ce qui est de la réduction des risques de catastrophe et des systèmes alimentaires durables.

20. Bénéficiant des résultats des consultations avec divers ministères, d'autres entités des Nations Unies, des partenaires coopérants, des partenaires du secteur privé, des institutions locales, des donateurs et des membres des communautés, le présent plan stratégique de pays (PSP) pour 2026-2028 a été élaboré en tenant compte de ces diverses priorités nationales et avec l'appui d'efforts collectifs. La participation dynamique du PAM à l'analyse commune de pays et à l'élaboration du Plan-cadre de coopération ainsi que la coordination avec le plan 3RP ont permis l'harmonisation et la complémentarité avec les priorités de la Türkiye en matière d'aide humanitaire et de développement.

3. Atouts particuliers, capacités et moyens du PAM en Türkiye

21. Depuis 2012, le PAM apporte un appui aux réfugiés syriens en Türkiye au moyen d'opérations menées conjointement avec le Croissant-Rouge turc et le Gouvernement; dans un premier temps, il a fourni des transferts de type monétaire non assortis de conditions sur une base mensuelle aux réfugiés se trouvant dans des centres d'hébergement temporaire. Puis, avec le temps, son rôle a évolué, de l'élaboration et de la mise en œuvre du filet de protection sociale d'urgence – programme humanitaire d'assistance en espèces le plus important du monde pour les réfugiés, dont la responsabilité a été transférée avec succès aux autorités nationales en 2020 –, vers la promotion de solutions propres destinées à faire en sorte que les réfugiés et les nationaux turcs ne soient plus dépendants de l'assistance humanitaire, au moyen d'initiatives axées sur les moyens d'existence. L'assistance fournie par le PAM dans les centres d'hébergement temporaire sous forme de bons électroniques a été efficace en ce qu'elle a amélioré le bien-être et la sécurité alimentaire des réfugiés[48], et le PAM demeure le seul acteur international ayant accès aux populations résidant dans ces centres pour leur apporter une aide humanitaire, ce qui comble une lacune de taille dans l'action collective en faveur des réfugiés.

[45] PAM. 2022. *School Feeding in Türkiye Investment Case Cost–benefit analysis report,* octobre 2022 (document non publié).

[46] FAO. 2023. *Türkiye food literacy strategy and action plan 2022–2028*.

[47] Direction de la communication de la Présidence. 2022. *Türkiye's Friendly Hand: Humanitarian Diplomacy*.

[48] PAM. Projet de rapport d'évaluation des plans stratégiques de pays établis pour la Türkiye (2018-2025) (à paraître).

22. L'intervention menée à la suite des séismes de février 2023 a de nouveau apporté la démonstration des atouts propres du PAM, notamment sa capacité de donner accès à l'alimentation pendant les situations d'urgence à grande échelle. Sous 48 heures, le PAM avait acheminé une assistance alimentaire d'urgence composée de colis de vivres, de repas cuisinés et de rations prêtes à consommer destinés aux familles; il a ensuite complété cette aide par un soutien en espèces dont ont bénéficié plus de 2,2 millions de personnes. L'appel lancé par l'Organisation des Nations Unies à la suite des séismes a enclenché une collaboration grâce à laquelle l'assistance prêtée aux personnes touchées a bénéficié des compétences complémentaires de diverses entités des Nations Unies, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) œuvrant notamment de concert pour assurer la sécurité alimentaire durant l'intervention immédiate, puis pendant la période durant laquelle des efforts étaient consentis en faveur du relèvement à long terme. Les facteurs clés expliquant le succès de l'intervention du PAM ont été la capacité de celui-ci de mobiliser des fonds rapidement, y compris auprès du secteur privé; ses partenariats existants avec divers acteurs des secteurs public et privé, qui ont facilité un accès et une mise en œuvre rapides, avec l'appui des capacités nationales; et son rôle de chef de file s'agissant de la prestation de services de logistique et de télécommunications à la communauté humanitaire dans son ensemble, dont ont bénéficié plus de 132 organismes[49]. La présence bien établie du PAM sur le terrain, ses moyens opérationnels – notamment son dispositif solide de transferts de type monétaire – et les liens étroits qu'il entretient avec les systèmes nationaux ont contribué au succès de la mise en œuvre du filet de protection sociale d'urgence et de l'intervention menée après les séismes, les cibles fixées pour cette dernière ayant même été dépassées. En conséquence, les parties prenantes ont pris acte de la valeur ajoutée que représentait l'appui du PAM en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise[50].

23. En 2024, le PAM a mis en route un programme d'appui aux acteurs des systèmes alimentaires locaux et aux communautés pour faciliter le relèvement à la suite des séismes de 2023. Avec ce programme, le PAM a exploité sa capacité opérationnelle efficace pour expérimenter des démarches à petite échelle conçues pour "reconstruire en mieux" dans les endroits touchés par la catastrophe ou par une crise. Élaborés en collaboration avec des partenaires gouvernementaux, ces projets pilotes avaient pour objet de susciter des améliorations durables susceptibles d'être transposées à une plus grande échelle par le Gouvernement, afin de renforcer les systèmes alimentaires dans l'optique du long terme.

24. Outre la présence dans le pays du personnel du PAM mettant en œuvre des programmes, la localisation stratégique de la Türkiye, ses infrastructures perfectionnées et son solide secteur logistique en ont fait un pôle vital pour les opérations d'achats menées par le PAM à l'échelle mondiale. Cela distingue le PAM d'autres acteurs œuvrant à la confluence de l'aide humanitaire et de la promotion du développement en Türkiye et ouvre la voie à un partenariat de nature de plus en plus stratégique tant avec le Gouvernement qu'avec le secteur privé – ce qui fait ressortir le rôle joué par la Türkiye au titre de la sécurité alimentaire mondiale, tout en contribuant directement à l'économie turque. Ces cinq dernières années, les opérations d'achat et les opérations liées à la chaîne d'approvisionnement menées par le PAM en Türkiye ont rapporté 1,1 milliard de dollars à l'économie locale, car elles ont eu pour effet d'accroître la demande de produits agricoles d'origine nationale, avec pour conséquence la création de milliers d'emplois, ce qui a bénéficié aux agriculteurs locaux[51].

[49] PAM. 2023. *Republic of Türkiye Annual Country Report 2023.*

[50] PAM. Projet de rapport d'évaluation des plans stratégiques de pays établis pour la Türkiye (2018-2025) (à paraître).

[51] Qualitas AgroConsultores. 2025. *Estimate of the impact generated by the purchases of local products*, projet de rapport (document non publié).

25. L'évolution des programmes du PAM reflète l'aptitude de celui-ci à s'adapter à des environnements eux-mêmes en mutation, aux nouveaux défis et à la réorientation des priorités nationales. La base de données factuelles très fournie dans laquelle on a puisé pour établir le présent PSP accentue l'importance du rôle joué par le PAM en Türkiye et apporte un éclairage essentiel lorsqu'il faut élaborer des stratégies et des programmes. Parmi les évaluations et études clés qui ont servi à l'établissement du présent PSP figurent une évaluation de PSP[52], une étude d'impact sur les achats de produits alimentaires par le PAM et sur les transferts de type monétaire en Türkiye (2025)[53], une évaluation de l'action humanitaire interinstitutionnelle portant sur l'intervention menée à la suite des séismes survenus en 2023 (2025)[54], un audit interne (2022)[55] et le suivi régulier post-distribution, portant notamment sur les résultats obtenus au titre des effets directs. D'autres informations utiles ont été tirées de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PAM (2024)[56], de l'évaluation de la politique du PAM en matière de préparation aux situations d'urgence[57], et d'une synthèse d'évaluations sur la participation du PAM dans les pays à revenu intermédiaire (2025)[58].

26. Dans l'évaluation de PSP, il a été recommandé de recentrer la proposition de valeur du PAM pour que celui-ci se concentre sur un plus petit nombre d'interventions à impact élevé, dans les domaines où il peut obtenir des résultats sans équivalent[59] – recommandation qui a été prise en compte pour définir l'orientation stratégique du présent PSP. En outre, l'évaluation de PSP a mis en relief la solide collaboration opérationnelle du PAM et l'efficacité de son intervention axée sur l'aide humanitaire et les secours d'urgence, mais a fait apparaître que l'absence de stratégie de partenariat intégrée limitait la capacité de du PAM d'établir la collaboration systématique et stratégique essentielle à l'obtention de résultats durables[60]. Des lacunes similaires dans l'approche adoptée par le PAM vis-à-vis des partenariats ont été constatées de manière plus générale dans l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2022-2025, selon laquelle l'accent mis sur le développement des partenariats stratégiques susceptibles de renforcer la complémentarité et l'efficacité des interventions était relativement limité.

[52] PAM. Projet de rapport d'évaluation des plans stratégiques de pays établis pour la Türkiye (2018-2025) (à paraître).

[53] Qualitas AgroConsultores. 2025. *Estimate of the impact generated by the purchases of local products*, projet de rapport (document non publié).

[54] *Inter-agency humanitarian evaluation of the response to the 2023 earthquakes in the Republic of Türkiye and the Syrian Arab Republic, preliminary findings 2024* (document non publié).

[55] PAM. 2022. *Internal Audit of WFP Operations in Türkiye.*

[56] PAM. 2024. *Mid-Term Evaluation of WFP's Strategic Plan 2022–2025*.

[57] "Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de préparation aux situations d'urgence" (WFP/EB.1/2025/7-A/2).

[58] "Rapport succinct de la synthèse d'évaluations portant sur l'action du PAM dans les pays à revenu intermédiaire (2019-2024)" (WFP/EB.A/2025/7-G/3/Rev.1).

[59] Projet de rapport d'évaluation des plans stratégiques de pays établis pour la Türkiye (2018-2025) (à paraître), recommandation 1.1 issue de l'évaluation de PSP.

[60] Ibid.

27. On remédiera à cette lacune dans le présent PSP de la manière suivante: les partenariats seront une composante centrale de l'orientation stratégique, la priorité étant accordée à l'intensification de la participation des institutions et du secteur privé. Cette approche sera étayée par une stratégie relative aux partenariats et à la communication stratégiques[61], portant en particulier sur l'appui à apporter aux efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer les capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise[62], en exploitant les atouts propres du PAM dans ce dernier domaine et en tirant parti de son rôle de coprésident du groupe de travail de l'équipe de pays des Nations Unies sur la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise. On espère ainsi améliorer encore l'état de préparation de la Türkiye et du PAM lorsqu'il s'agira de gérer des crises futures, en veillant à ce que les personnes vulnérables face aux chocs et à l'insécurité alimentaire reçoivent en temps voulu un soutien efficace.

28. Le PAM a achevé en 2024 une restructuration visant à optimiser l'organigramme de son bureau en Türkiye et de se doter d'une capacité opérationnelle et de compétences spécialisées appropriées pour que les objectifs énoncés dans le PSP soient atteints[63]. À condition que les ressources financières le permettent, la capacité opérationnelle actuelle doit donner au PAM la possibilité de développer l'appui apporté sous forme de transferts de type monétaire si le nombre de réfugiés vivant dans les camps – centres d'hébergement temporaire ou "villes-conteneurs" – vient à augmenter.

29. Bien que le PAM ne prévoie pas de limitations directes de sa capacité de concrétiser le présent PSP, il sera essentiel de préserver une approche souple compte tenu de l'évolution des enjeux et de la réorientation des priorités du pays et de celles des donateurs.

4. Positionnement stratégique, priorités des programmes et partenariats

Direction et impacts escomptés du plan stratégique de pays

30. S'articulant sur deux effets directs corrélés, le présent PSP est l'expression de la réorientation stratégique suivante: s'attaquer aux problèmes humanitaires et améliorer la situation en matière de sécurité alimentaire, tant en Türkiye qu'à l'échelle mondiale, en prenant acte de la capacité du pays de satisfaire de façon indépendante à nombre de ses besoins intérieurs. En conséquence, le PAM se repositionnera de manière à jouer un rôle davantage axé sur la facilitation, en jetant les bases d'un retrait responsable et durable de l'exécution des programmes après 2028. Il privilégiera désormais les partenariats, favorisant une collaboration de portée beaucoup plus stratégique avec le Gouvernement et le secteur privé turcs, afin d'encourager l'innovation dans le cadre de l'action humanitaire. Ces partenariats reposeront dans une large mesure sur les achats mondiaux du PAM et les opérations qu'il mène au titre de la chaîne d'approvisionnement en Türkiye.

[61] Ibid, recommandation 1.2 issue de l'évaluation de PSP.

[62] Ibid, recommandation 3 issue de l'évaluation de PSP.

[63] Cette restructuration s'est accompagnée d'investissements visant à rendre les effectifs résilients, à faire en sorte qu'ils soient en bonne santé, et à s'assurer qu'ils sont dotés des compétences voulues pour permettre au PAM d'atteindre sa mission, à savoir éliminer la faim, conformément à la stratégie du PAM en matière de bien-être (2025-2030).

31. Le PAM exploitera ses atouts propres pour ce qui est de l'appui aux réfugiés, de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise, du renforcement des capacités institutionnelles et de la prestation de services pour combler les lacunes existantes. Il donnera la priorité à l'appui à apporter au Gouvernement pour répondre aux besoins élémentaires en matière d'alimentation et de nutrition des réfugiés ciblés résidant dans des camps, y compris ceux vivant dans des centres d'hébergement temporaire ou des villes-conteneurs dans le sud-est de la Türkiye. Bien que d'ampleur relativement modeste, ce programme revêt une importance stratégique notable et permet au PAM de faire perdurer des partenariats clés, de maîtriser la complexité de l'environnement opérationnel de la région et de préserver les moyens dont il dispose pour mener des interventions d'urgence. Le présent PSP servira également de tremplin pour le renforcement des efforts déployés à l'échelle mondiale en matière d'interventions d'urgence, en tirant parti des atouts complémentaires que sont, d'une part, le savoir-faire du PAM en matière d'assistance alimentaire et de chaînes d'approvisionnement humanitaires et, d'autre part, la localisation géostratégique, le rôle de chef de file en matière d'action humanitaire et le secteur logistique compétitif de la Türkiye.

32. Compte tenu de l'exposition du pays aux risques de catastrophes et à l'instabilité régionale, le PAM s'attachera en priorité dans le cadre de ses activités de renforcement de la résilience à consolider les systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et les capacités y afférentes, et il fournira simultanément une assistance technique au Gouvernement aux fins du renforcement des principales composantes des programmes et systèmes de protection sociale nationaux, notamment le programme de repas scolaires. Le PAM continuera de proposer des services aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement et demeurera prêt à étendre la portée de ces services en fonction des besoins, tout particulièrement en cas d'urgence.

33. Le PAM adoptera une approche centrée sur les personnes dans l'ensemble de ses interventions. Au titre de l'effet direct 1 du présent PSP, il procédera à un ciblage fondé sur la vulnérabilité pour que les personnes les plus exposées au risque d'insécurité alimentaire reçoivent une assistance appropriée. Le ciblage reposera sur des critères liés au sexe, au handicap et à l'âge et tiendra compte des données factuelles disponibles et des consultations menées auprès des communautés. Au titre de l'effet direct 2 du présent PSP, les activités axées sur la préparation aux situations d'urgence que mènera le PAM seront conçues à l'issue de consultations avec les communautés, associant en particulier des groupes tels que les réfugiés, les femmes et les personnes handicapées. Le PAM procédera au renforcement des capacités d'une manière qui soit accessible et respecte la dignité des personnes tout en assurant leur sécurité, et en veillant à ce que les besoins et les préférences des personnes touchées figurent au cœur de l'élaboration des programmes. Le PAM œuvrera également en collaboration étroite avec les décideurs politiques à l'appui de la mise en œuvre des priorités nationales portant sur les personnes ne bénéficiant que d'un appui limité ou vulnérables sur le plan nutritionnel; pour ce faire, il faudra notamment réfléchir à des moyens d'intégrer des solutions axées sur la nutrition, comme l'enrichissement des aliments ou les initiatives conçues pour améliorer la suffisance nutritionnelle dans le cadre du programme national de repas scolaires. Pour répondre aux besoins qui ne relèvent pas à proprement parler de son mandat, le PAM mettra les personnes en relation avec les services appropriés grâce à un système d'orientation bien conçu.

34. Le présent PSP concorde avec le douzième plan national de développement de la Türkiye, s'agissant en particulier de la progression sur la voie du développement social, de l'état de préparation aux catastrophes et de la résilience, ainsi qu'avec le Plan-cadre de coopération établi pour la période 2026-2030. Quant à l'appui qu'il est prévu d'apporter aux réfugiés, il concorde avec le chapitre du plan 3RP pour 2023-2025 portant sur la Türkiye[64], et le PAM s'emploiera à pérenniser cette harmonisation avec les plans conçus ultérieurement.

Intégration des programmes

35. Le PAM intégrera la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise dans toutes les activités prévues dans le cadre du PSP. L'activité 2 sera consacrée au renforcement des systèmes et des capacités en la matière; quant à l'activité 1, sa mise en œuvre sera suffisamment souple pour faciliter la riposte du PAM aux situations d'urgence soudaines, sans l'empêcher pour autant de continuer à apporter son appui aux réfugiés. L'activité 3 comportera des éléments intéressant les programmes liés au filet de sécurité réactif face aux chocs; enfin, l'activité 4 portera sur la prestation de services rendant possible une intervention collective plus efficace et plus effective.

36. Dans le présent PSP, sont envisagées des synergies entre l'assistance aux réfugiés, prêtée au titre de l'effet direct 1, et un appui de portée plus vaste au titre de la protection sociale nationale, relevant de l'effet direct 2. À titre d'exemple, la collaboration du PAM avec les partenaires nationaux en matière de ciblage et de valeur des transferts dans les camps pourra être utilisée pour ouvrir la voie à des activités similaires ayant trait à la mise en œuvre de programmes de plus vaste portée axés sur les filets de protection sociale destinés aux réfugiés. De même, le PAM s'emploiera à tirer des enseignements précieux de l'appui qu'il apporte aux réfugiés qui quittent volontairement les centres d'hébergement temporaire, qu'il mettra ensuite à profit dans d'autres environnements où se trouvent des réfugiés, en diffusant ces enseignements via des plateformes internationales et au moyen de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

37. Lorsque ce sera possible, le PAM cherchera à optimiser les avantages qu'offre sa présence à l'échelle mondiale dans le domaine des achats pour mettre en relation des fournisseurs, des partenaires logistiques et des acteurs du secteur privé avec le personnel chargé des interventions, exploitant ainsi l'intérêt manifesté par eux lors de la réponse aux séismes de 2023 en vue d'intensifier leur contribution aux interventions d'urgence et aux activités liées à la préparation.

Collaboration stratégique avec les partenaires

38. Le PAM évoluera de partenariats opérationnels vers des partenariats plus stratégiques avec le Gouvernement au niveau central et à celui des provinces. Bien que n'entrant pas directement dans le cadre du présent PSP, une illustration représentative de cette relation approfondie est celle qui est entretenue avec le Ministère de l'agriculture et de la foresterie, qui agit en qualité de donateur à l'appui de l'établissement par le PAM de stocks stratégiques pour l'action humanitaire à mener au-delà des frontières de la Türkiye. La collaboration stratégique avec le Ministère des affaires étrangères, la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence et l'Agence turque de coopération et de coordination sera un élément primordial de la progression de la diplomatie humanitaire.

[64] 3RP. 2023. *Türkiye Country Chapter 2023–2025.*

39. Pour atteindre les effets directs du PSP, le PAM œuvrera aux côtés de ministères et d'entités gouvernementales telles que la Présidence de la gestion des migrations, la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence, le Ministère de la famille et des services sociaux, le Ministère de l'éducation nationale, le Ministère de l'agriculture et de la foresterie, le Ministère des affaires étrangères et d'autres encore, y compris leurs entités affiliées en province. Le PAM coordonnera les efforts déployés au moyen des plateformes de l'équipe de pays des Nations Unies et des divers secteurs du plan 3RP, contribuant ainsi à favoriser les synergies et à empêcher les chevauchements d'activités. Tirant parti de sa collaboration avec le HCR et la Présidence de la gestion des migrations pour ce qui est des transitions volontaires depuis les centres d'hébergement temporaire, le PAM réfléchira à d'autres possibilités de mener des programmes conjointement.

40. Le secteur privé joue en Türkiye un rôle essentiel aux fins du règlement des problèmes humanitaires et de ceux liés au développement. Cela a été démontré durant l'intervention menée à la suite des séismes de 2023, lorsque les entreprises du secteur privé ont été mobilisées en complément de l'action humanitaire et sont venues combler des lacunes cruciales, notamment en matière de soutien logistique et de fourniture de ressources[65]. La collaboration stratégique du PAM se concentrera donc sur la mobilisation de ces compétences spécialisées, ainsi que sur la mobilisation de ressources financières et de services, facilitant les partenariats public-privé, exploitant les innovations et promouvant des pratiques durables, comme autant de catalyseurs pour obtenir la réalisation des effets directs du PSP et contribuer à l'ancrage local. Le PAM cherchera aussi à favoriser l'ancrage local en collaborant avec des municipalités, des chambres de commerce et d'industrie provinciales et régionales, des associations commerciales, le monde universitaire local et des ONG au titre d'initiatives axées sur la préparation aux situations d'urgence et de la production de données factuelles. Il développera et renforcera encore son partenariat avec le Croissant-Rouge turc sur la base d'un mémorandum d'accord mondial, facilitant la collaboration en Türkiye et à l'échelle internationale.

41. Le PAM poursuivra sa collaboration avec les donateurs habituels tout en renforçant son engagement auprès des institutions financières internationales, en tant que partenaires de financement potentiels. La stratégie d'ensemble du PAM en matière de partenariats et de mobilisation de ressources servira de guide pour la constitution de partenariats systématiques, cohérents et à fort impact à tous les niveaux du PSP.

Effets directs du plan stratégique de pays et activités

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise ciblés en Türkiye peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires, notamment accéder à une alimentation nutritive, tout au long de l'année

42. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, qui s'articule sur une activité unique en matière d'intervention en cas de crise, le PAM continuera d'apporter son appui au Gouvernement pour faire en sorte que les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise en Türkiye puissent satisfaire leurs besoins élémentaires et parvenir à un niveau acceptable de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

[65] PAM. Projet de rapport d'évaluation des plans stratégiques de pays établis pour la Türkiye (2018-2025) (à paraître).

43. Comme suite à la mise en place du ciblage fondé sur la vulnérabilité et compte tenu de la diminution de la population des camps, le PAM assurera en partenariat avec le Croissant-Rouge turc des transferts de type monétaire au profit de 31 500 réfugiés vivant dans des centres d'hébergement temporaire. Œuvrant en collaboration étroite avec la Présidence de la gestion des migrations, le PAM instaurera le ciblage fondé sur la vulnérabilité, afin que l'assistance soit acheminée à ceux qui en ont le plus besoin. Il s'appuiera sur les données de suivi des marchés pour déterminer la valeur des transferts qui correspond le mieux aux besoins alimentaires, nutritionnels et autres besoins élémentaires ainsi qu'aux préférences des ménages remplissant les conditions requises, et plaidera pour que ce montant soit atteint.

44. En concordance avec la stratégie gouvernementale de décongestion des camps[66], et en collaboration avec les partenaires gouvernementaux et le HCR, le PAM aidera les réfugiés quittant volontairement les centres d'hébergement temporaire à se réinstaller dans des communautés d'accueil situées dans toute la Türkiye. Cette assistance comprendra une allocation revêtant la forme de transferts de type monétaire octroyée de manière exceptionnelle par le PAM, dont le montant sera défini sur la base du panier de dépenses minimales pour quatre mois, et une protection complémentaire fournie par le HCR. Ces mesures doivent aider les réfugiés à se réinstaller et à s'intégrer, tout en s'attaquant aux risques et aux obstacles auxquels ils feront face pendant ce laps de temps, et priorité sera donnée à leur sûreté, à leur dignité et à leur accès à l'assistance, à des services et aux possibilités offertes dans les communautés d'accueil.

45. Le PAM ciblera jusqu'à 6 000 réfugiés vivant dans des villes-conteneurs; des transferts de type monétaire permettront à ceux qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire de satisfaire leurs besoins[67]. Pour éviter tout double emploi avec l'assistance nationale, le PAM ciblera les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier du filet de protection sociale national. À mesure que des logements seront reconstruits dans les zones touchées par les séismes de 2023, le PAM prévoit que le nombre de personnes vivant dans des villes-conteneurs diminuera, et qu'il pourra ainsi réduire le nombre des personnes recevant une aide. Tout en alignant le montant mensuel des transferts de type monétaire sur celui des sommes perçues au titre du filet de protection sociale national, pour garantir la parité de l'assistance prêtée et réduire au minimum tout risque de tension entre résidents des villes-conteneurs, il exploitera les résultats de l'analyse de la valeur des transferts fondée sur des données factuelles afin de plaider pour que l'assistance visant à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels soit mieux adaptée.

46. L'effet direct 1 du PSP prévoit un mécanisme d'intervention d'urgence face aux crises qui permettra au PAM de déclencher rapidement des activités en réponse aux situations d'urgence, et de fournir ainsi une assistance alimentaire à un maximum de 15 000 personnes touchées par une crise au moyen de bons-produits. Ce dispositif pourra être activé dans divers cas de figure, par exemple en cas de catastrophe ou d'un afflux accru de réfugiés.

[66] En 2022, la Présidence de la gestion des migrations a adopté une stratégie de décongestion des camps, consistant à fermer certains centres d'hébergement temporaire, à regrouper les ménages de réfugiés vulnérables en un seul lieu, et à aider les réfugiés à s'établir en zones urbaines ou à retourner en République arabe syrienne.

[67] En février 2025, selon la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence, 650 000 personnes (nationaux turcs et réfugiés) résidaient dans des villes-conteneurs. À la demande du Gouvernement, et pour contribuer à atténuer les tensions sociales, le PAM ne fournit une assistance que dans les villes-conteneurs où 100 pour cent des résidents sont des réfugiés.

47. À l'appui de la réalisation de cet effet direct 1, et en concordance avec la stratégie et le plan d'action de la Türkiye pour l'acquisition de connaissances de base en matière d'alimentation (2022-2028), le PAM mettra en œuvre des initiatives de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, pour que ces connaissances de base s'améliorent et pour faire mieux appréhender ce qu'est une alimentation saine: les réfugiés seront ainsi en mesure de faire des choix liés à la nutrition en toute connaissance de cause.

Harmonisation avec les priorités nationales

48. L'effet direct 1 du PSP est conforme aux priorités énoncées dans le plan national de développement, qui consiste à promouvoir un développement social axé sur les personnes, et contribue à l'effet 1.1 énoncé dans le Plan-cadre de coopération au titre de la priorité stratégique 1, sur le développement social inclusif et équitable. Il est également en concordance avec l'appui sectoriel apporté pour répondre aux besoins essentiels au titre du plan 3RP.

Effet direct stratégique 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2028, des partenariats stratégiques renforcés sont mis à profit pour faciliter la fourniture d'un appui efficient aux personnes touchées par une crise ou exposées à des risques, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Türkiye, et leur permettre de satisfaire leurs besoins élémentaires et de renforcer leur résilience

49. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, le PAM vise à renforcer les partenariats stratégiques avec les secteurs public et privé de la Türkiye et à fournir des services aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement, afin de rendre possibles des mesures concertées plus efficaces et plus efficientes à l'appui des personnes touchées par une crise ou exposées à des risques. Le PAM veillera tout particulièrement à ce que les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise soient bien coordonnées et tirent parti au mieux des compétences spécialisées, aptitudes et ressources complémentaires des différents acteurs, pour qu'un appui approprié et effectif soit apporté aux personnes touchées.

50. L'activité 2 est axée sur le renforcement des capacités d'intervention d'urgence et de l'état de préparation correspondant, en particulier sur la préservation de la sécurité alimentaire dans le sillage d'une catastrophe. En tirant parti de ses compétences de pointe en logistique et en gestion des chaînes d'approvisionnement, le PAM aidera le Gouvernement à se préparer dans des domaines tels que le prépositionnement, l'entreposage et le transport de marchandises de secours. Prenant acte de la solidité et de la valeur de la collaboration avec les entreprises privées, qui contribuent de façon dynamique aux activités humanitaires, le PAM accordera la priorité à la prise en compte du savoir-faire du secteur privé et à la promotion de l'utilisation des technologies dans le cadre des initiatives axées sur la préparation aux situations d'urgence et sur les interventions en cas de crise, en se concentrant sur les dispositifs innovants permettant l'acheminement jusqu'au dernier kilomètre, sur les systèmes de communication d'urgence en temps réel et sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Il adaptera spécifiquement aux besoins gouvernementaux des dispositifs techniques tels que la plateforme d'échange d'informations du module de la logistique, et apportera ainsi son appui à l'analyse de données, aux échanges d'informations et à la coordination. Le PAM agira en partenariat avec le Ministère de la famille et des services sociaux aux fins du perfectionnement de la gestion des entrepôts et des systèmes de distribution des donations en nature. Il œuvrera aux côtés de la Présidence de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence en vue d'améliorer la coordination des plans de préparation aux situations d'urgence nationaux et de ceux du système des Nations Unies, en procédant à des simulations multipartites pour recenser les lacunes, tester les systèmes d'intervention et renforcer la contribution du secteur privé local aux fonctions et aux cadres de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.

51. Pour renforcer l'état de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence aux niveaux national et régional, le PAM œuvrera aux côtés du Gouvernement et du Croissant-Rouge turc à la mobilisation d'investissements en faveur de la préparation stratégique dans les domaines où le PAM possède des atouts propres, notamment la logistique et les chaînes d'approvisionnement en situation d'urgence, et il tirera parti du savoir-faire des entreprises du secteur privé turc pour mettre au point des solutions innovantes. Grâce à ces divers efforts, le PAM développera son partenariat avec le Croissant-Rouge turc pour rendre opérationnel un pôle aérien humanitaire conjoint à l'aéroport d'Istanbul, afin de permettre d'expédier rapidement des stocks de vivres achetés en Türkiye vers le site des opérations menées dans le cadre d'interventions en cas de crise aux niveaux régional et mondial, ce qui renforcera les capacités du pays en matière d'interventions humanitaires à l'échelle nationale ou internationale. En faisant fond sur le succès obtenu par le PAM dans le cadre de l'Initiative de la mer Noire et de l'initiative "Céréales en provenance d'Ukraine", le PAM mettra en œuvre des approches originales avec le Ministère de l'agriculture et de la foresterie pour atténuer toutes perturbations éventuelles de l'approvisionnement et faire face aux épisodes d'augmentation massive de la demande. Ces investissements devraient générer des capacités qui demeureront opérationnelles bien au-delà de la période de mise en œuvre du PSP.

52. Au titre de l'activité 3, le PAM appuiera l'amélioration des programmes nationaux de protection sociale, en particulier le programme de repas scolaires administré par le Gouvernement. Il travaillera aux côtés du Ministère de l'éducation nationale pour convenir d'interventions prioritaires dans le cadre desquelles il pourra agir en complément de l'action menée sur le plan national, notamment grâce à l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, dans le but de réduire au minimum les coûts de transport; de produire des données factuelles et d'apporter un appui technique en vue de faciliter la transposition à plus grande échelle et le ciblage du programme national; et d'optimiser les menus et de mener des activités associées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans l'optique de la suffisance nutritionnelle. Le PAM aidera le Gouvernement eu égard à la collaboration et à la sensibilisation intéressant la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire grâce à des ateliers et à des activités de mise en commun des connaissances. En collaboration avec le Ministère de la famille et des services sociaux et d'autres parties prenantes compétentes, il étudiera les possibilités d'œuvrer efficacement en faveur de la planification de la nutrition et de l'éducation à la nutrition, ainsi que d'améliorer la réactivité des programmes nationaux face aux chocs, l'accent étant mis sur l'offre d'une assistance équitable aux personnes déjà les plus exposées à des risques – c'est-à-dire les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les réfugiés – en cas de situation d'urgence[68]. En outre, le PAM plaidera pour l'instauration d'un cadre structuré de contrôle de la sécurité alimentaire à l'appui de la collecte, de la mesure et du suivi systématiques des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire au niveau national. Cela permettrait de prendre en compte des considérations liées à la sécurité alimentaire fondées sur des données au stade de l'élaboration des politiques et des programmes.

53. Au titre de l'activité 4, le PAM continuera de fournir des services communs d'administration et de gestion des installations aux entités des Nations Unies présentes à Gaziantep, sur la base du recouvrement intégral des coûts, avec la souplesse nécessaire pour étendre son action à des services à la demande si nécessaire.

[68] Les possibilités offertes de renforcer la réactivité des programmes nationaux face aux chocs incluent des activités axées sur le ciblage d'urgence et sur les rations prêtes à emporter afin de prévenir l'abandon scolaire pendant les crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

54. En concordance avec les priorités définies dans le plan national de développement s'agissant de répondre aux besoins des groupes vulnérables avant, pendant et après les catastrophes, l'effet direct 2 du présent PSP contribue à la concrétisation de l'effet 3.1 du Plan-cadre de coopération, qui relève de la priorité stratégique 3 sur les changements climatiques, la durabilité de l'environnement et la résilience; de l'effet 1.1 du Plan-cadre de coopération; et des priorités nationales y relatives.

5. Hiérarchisation des priorités et pérennisation

Hiérarchisation des priorités

55. Le secteur mondial de l'aide humanitaire et de l'action en faveur du développement connaît actuellement un déficit de financement qui va s'aggravant, aussi est-il probable que le Bureau du PAM en Türkiye se heurte à un certain degré de concurrence au moment d'essayer d'obtenir des ressources internationales limitées. Toutefois, en dépit de cette situation difficile sur le plan des financements, le PAM n'a pas été contraint d'interrompre son assistance pas plus qu'il ne l'a été de réduire le montant des transferts en espèces mensuels en Türkiye. Durant la mise en œuvre du PSP pour 2023-2025, le PAM a diversifié avec succès sa base de donateurs et, guidé par une stratégie intégrée en matière de partenariat et de mobilisation de ressources, il intensifiera ses efforts dans ce domaine, en mettant davantage l'accent sur la recherche de flux de financement divers, en faisant notamment appel au secteur privé et au Gouvernement. Il utilisera les fonds souples reportés du budget du PSP précédent en guise d'investissements catalytiques dans la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise et à l'appui des filets de sécurité nationaux.

56. Les ressources financières allouées à l'assistance prêtée aux réfugiés par le PAM augmentent chaque année, ce qui correspond aux pratiques du financement de l'aide humanitaire. Les ressources allouées à ce portefeuille sont stables, mais si les contributions venaient à diminuer, le PAM envisagerait en premier lieu de rediriger les ressources non préaffectées vers l'appui aux réfugiés au titre de l'effet direct 1. Sachant que le PAM cible déjà les réfugiés les plus vulnérables, s'il devenait nécessaire de procéder à une hiérarchisation plus stricte des priorités[69], les montants des transferts de type monétaire pourraient être revus à la baisse en dernier recours. L'impossibilité de maintenir l'appui prévu au titre de l'effet direct 1 se traduirait par un risque d'aggravation de l'insécurité alimentaire parmi les ménages de réfugiés et serait susceptible de remettre en question la cohésion sociale et certains partenariats.

Stratégies de pérennisation et de transition

57. Le présent PSP a été conçu comme un plan de transition sur trois ans durant l'exécution duquel le PAM réduira progressivement la portée de ses activités, tout en se préparant en vue d'un modèle différent de présence en Türkiye. Cette transition sera guidée par la politique du PAM en matière d'ancrage local (2025), l'accent étant mis sur les dispositifs dont les instances nationales ont la maîtrise et assurent la conduite, et sur la prise en compte des connaissances et des capacités des partenaires locaux et nationaux.

[69] On trouvera le plan détaillé de hiérarchisation des priorités pour le présent PSP sur le portail de données sur les PSP.

58. Un élément clé de la stratégie du PAM pour réduire sa présence opérationnelle consiste à appuyer, au titre de l'effet direct 1 du présent PSP, le départ volontaire des réfugiés des centres d'hébergement temporaire et leur réinstallation dans des communautés d'accueil. Conformément à la poursuite attendue de la réduction du nombre de réfugiés dans les camps au fil de la période d'exécution du PSP, le PAM œuvrera en collaboration étroite avec ses partenaires afin d'établir des jalons et des échéanciers clairs pour son retrait progressif de la mise en œuvre des programmes axés sur les réfugiés. Les jalons en question incluront des considérations opérationnelles, financières et liées aux capacités, qui découleront de la clôture progressive des programmes et du degré de détermination des partenaires à continuer d'apporter leur aide aux réfugiés les plus vulnérables.

59. De 2016 à 2020, la collaboration du PAM avec les institutions et le renforcement de leurs capacités ont rendu possible le transfert de la responsabilité du programme de filet de protection sociale d'urgence: la poursuite effective de sa mise en œuvre par les partenaires nationaux représente un accomplissement de taille pour en assurer la durabilité[70]. Partant, les activités qui seront menées dans le cadre du présent PSP coïncideront avec les priorités des partenaires gouvernementaux; lorsque cela a été possible, elles ont d'ailleurs été élaborées conjointement avec eux. Le PAM a également décidé de mettre délibérément l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles tout au long de l'exécution du PSP, ce qui facilitera le transfert de connaissances, d'outils et de données factuelles aux partenaires locaux tout en renforçant la prise en main des activités par les instances nationales de telle manière que les effets directs non seulement soient atteints, mais s'inscrivent en outre dans la durée. Un autre aspect crucial du retrait responsable du PAM de l'exécution des programmes consistera à veiller à ce que l'on continue d'utiliser des approches fondées sur les données factuelles et centrées sur les personnes s'agissant du ciblage, de la détermination du montant des transferts et de la réalisation d'activités visant à faire évoluer la société et les comportements dans le cadre des programmes intéressant les réfugiés.

60. Il est important de noter que le PAM intensifiera sa collaboration avec le secteur privé et promouvra les partenariats public-privé, en tant que tremplins vers le renforcement de l'ancrage local des systèmes de préparation et d'intervention en cas d'urgence. En tirant parti des innovations, du financement et de l'infrastructure logistique du secteur privé, le PAM contribuera à la création conjointe de dispositifs locaux, et pourra ainsi se retirer progressivement à mesure que les capacités du secteur privé deviendront plus solidement intégrées dans les activités liées à la préparation et à l'intervention en cas de crise menées au niveau national. La résilience intérieure de la Türkiye s'en trouvera renforcée et, conformément à l'intention qui est celle du PAM d'ancrer localement la mise en œuvre en parallèle avec la prise en main des activités et l'innovation au niveau local, l'état de préparation et les capacités d'intervention de la Türkiye feront de ce pays un acteur humanitaire régional.

[70] PAM. Projet de rapport d'évaluation des plans stratégiques de pays établis pour la Türkiye (2018-2025) (à paraître).

61. Tout au long de la mise en œuvre du présent PSP, et au-delà, l'appui continu du Gouvernement et la réputation du PAM en tant que partenaire de confiance présentant des atouts propres distincts demeureront des fondements solides pour la collaboration stratégique et la diplomatie humanitaire. En tirant parti des partenariats consolidés au titre du présent PSP, le PAM réorientera sa présence en Türkiye à la faveur d'un pôle régional axé sur l'aide humanitaire et la chaîne d'approvisionnement. Cela lui permettra de maintenir sur place une présence rationalisée, d'un bon coût-efficacité, axée sur la collaboration de haut niveau, la diplomatie humanitaire et la coordination de la chaîne d'approvisionnement, tout en préservant son rôle d'appui à la sécurité alimentaire à l'échelle de la région et au niveau mondial.

ANNEXE I

APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LA TÜRKİYE (2026-2028)		
Objectif	**Élimination de la faim**	**Partenariats pour la réalisation des objectifs**
Cible	**2.1 Accès à l'alimentation**	**17.16 Renforcement des partenariats mondiaux**
Domaine d'action privilégié	**INTERVENTION FACE À UNE CRISE**	**RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE**
Effet direct du PSP	**Effet direct 1 du PSP:** Les réfugiés et les autres personnes touchées par une crise ciblés en Türkiye peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires, notamment accéder à une alimentation nutritive, tout au long de l'année.	**Effet direct 2 du PSP:** D'ici à 2028, des partenariats stratégiques renforcés sont mis à profit pour faciliter la fourniture d'un appui efficient aux personnes touchées par une crise ou exposées à des risques, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Türkiye, et leur permettre de satisfaire leurs besoins élémentaires et de renforcer leur résilience.
Activité	**Activité 1:** Fournir une assistance alimentaire et non alimentaire aux personnes touchées par une crise, y compris les réfugiés vivant dans des camps ou situation de transition.	**Activité 2:** Intensifier les partenariats et la collaboration avec les parties prenantes, notamment le Gouvernement, le secteur privé et les communautés, pour se préparer aux situations d'urgence et aux chocs et y faire face efficacement ainsi que pour renforcer la résilience à cet égard, tant à l'intérieur de la Türkiye qu'à l'extérieur.
		Activité 3: Fournir une assistance technique et un appui au Gouvernement turc aux fins du renforcement de la protection sociale, notamment grâce à l'alimentation scolaire, et mettre à disposition des compétences spécialisées à l'échelle mondiale.
		Activité 4: Fournir des services à la demande aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement, notamment des services communs aux entités des Nations Unies.

ANNEXE II

Suivi, évaluation, données factuelles et gestion des risques

Modalités de suivi, d'évaluation et de production de données factuelles

1. Le PAM instaurera un cadre intégré de suivi, d'évaluation, de respect de l'obligation de rendre compte et d'apprentissage pour qu'il soit rendu compte de l'action menée, que l'impact en soit mesuré et que les décisions relatives à l'ensemble de ses interventions en Türkiye au fil des trois prochaines années soient prises sur la base de données factuelles. Ces activités seront menées conformément aux normes mondiales et aux meilleures pratiques du PAM, dans un souci de cohérence, d'efficacité et d'adaptabilité. La collecte de données se fera dans le respect des dispositions de la loi relative à la protection des données personnelles en vigueur en Türkiye et toutes les données seront ventilées par sexe, par âge et par handicap.

2. Pour venir en aide aux personnes touchées par une crise, le PAM aura recours à un système de suivi rigoureux du ciblage, de la prestation de l'assistance, des tendances en matière de sécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages. Des enquêtes régulières de suivi post-distribution, d'autres évaluations (comme l'analyse du contexte), ainsi que des rapports établis au moyen des mécanismes communautaires de remontée de l'information, seront utilisés pour déterminer l'efficacité des programmes et l'expérience qu'en auront tiré les bénéficiaires dans une situation en évolution constante, tout comme le seront des données qualitatives issues de discussions de groupes thématiques et d'entretiens avec des informateurs clés. Le PAM procédera également au suivi des prix du marché pour évaluer le pouvoir d'achat et apporter des ajustements aux programmes le cas échéant.

3. S'agissant du renforcement des capacités institutionnelles, le PAM procédera à des évaluations des besoins en matière de capacités ainsi qu'à des évaluations de processus pour mesurer les progrès accomplis. Il déterminera également le degré d'efficacité des initiatives de formation, d'élaboration de politiques et d'appui technique grâce à des mécanismes de remontée de l'information structurés, à la consultation des parties prenantes et au suivi des résultats obtenus, afin d'améliorer le programme national de repas scolaires, dans le cadre de l'action menée au titre du renforcement des capacités techniques.

4. En conformité avec les critères en vigueur en interne, on procédera à une évaluation du présent PSP au cours de sa mise en œuvre, ainsi qu'à une évaluation décentralisée visant à déterminer le degré de pertinence, d'efficience et d'efficacité des interventions du PAM et à rendre compte aux parties prenantes, mais aussi à obtenir des renseignements d'une importance cruciale pour procéder à des ajustements dans les programmes et envisager la planification future.

5. Les activités de suivi et d'évaluation feront appel aux capacités internes et à des compétences spécialisées externes, à des fins de suivi et d'ajustement des procédures opérationnelles et des effets directs recherchés. Cela passera par le recours à des analyses intégrées de la protection, du respect de l'obligation de rendre compte de l'action menée et des risques de conflit, l'idée étant d'éclairer l'élaboration ainsi que la mise en œuvre. Un suivi et des évaluations internes systématiques seront menés par le PAM, pour garantir la prise en main locale des programmes et la continuité opérationnelle. Afin d'améliorer l'objectivité, le rapport coût-efficacité et la gestion des risques, la réalisation d'évaluations spécialisées, d'enquêtes à grande échelle et d'évaluations des risques élevés sera confiée en partie à des entités tierces indépendantes.

6. Pour faciliter la prise de décisions sur la base de données factuelles, le PAM emploiera des outils de collecte de données en temps réel, des tableaux de bord interactifs et l'analyse géospatiale, le cas échéant. Les constatations issues du suivi et des évaluations seront systématiquement analysées et les conclusions communiquées aux principales parties prenantes, notamment les interlocuteurs gouvernementaux, les donateurs et les partenaires, pour promouvoir la transparence et l'adaptation des programmes.

7. En 2024, le PAM a instauré un nouveau mécanisme communautaire de remontée de l'information pour améliorer la réactivité du dispositif et son accessibilité pour les bénéficiaires. Il continuera d'améliorer ce mécanisme, notamment grâce à une automatisation accrue, pour que les bénéficiaires puissent communiquer efficacement et directement avec lui. Le PAM examinera les données recueillies grâce au mécanisme en question ainsi que celles issues des échanges avec les communautés, en les recoupant avec les constatations issues des évaluations et du suivi, afin d'éclairer la prise de décisions de nature opérationnelle et la mise en œuvre graduelle des programmes, de telle sorte que ceux-ci ne présentent aucun danger et que le PAM s'acquitte de la responsabilité qui est la sienne à l'égard des personnes touchées.

Mesures de gestion et d'atténuation des risques

8. Tout au long de la mise en œuvre du PSP, le PAM assurera un suivi systématique des risques stratégiques, opérationnels, fiduciaires et financiers et en tiendra un registre détaillé, recensant les principales mesures d'atténuation prévues. Plusieurs risques de taille qui ne sont pas mentionnés ailleurs dans le présent PSP sont présentés ci-après.

Risques stratégiques

9. *Non-concordance avec les priorités gouvernementales*. La non-concordance avec les priorités gouvernementales constitue un risque stratégique considérable pour le PSP. Si les priorités établies par le Gouvernement, s'agissant par exemple des politiques relatives aux réfugiés, évoluent au cours de la période d'exécution, cela pourrait avoir des répercussions sur la pertinence des interventions menées par le PAM. Ce dernier atténuera ce risque en se coordonnant de façon continue avec le Gouvernement et en faisant œuvre de sensibilisation auprès des principales parties prenantes.

10. *Difficultés de financement et non-concordance avec les priorités des donateurs*. La modification des priorités des donateurs pourrait se traduire par une mobilisation insuffisante de fonds, susceptible de donner lieu à une réduction de l'assistance prêtée. Pour atténuer ce risque, le PAM renforcera les partenariats existants et plaidera auprès des donateurs pour qu'ils consentent des financements pluriannuels souples. Pour diversifier les sources de financement, le PAM réfléchira à diverses stratégies de mobilisation de ressources innovantes et conjointes, en tirant parti des possibilités sans équivalent que présente le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui est celui de la Türkiye – notamment des initiatives stratégiques de cofinancement avec le gouvernement hôte et les partenariats avec le secteur privé.

11. *Tensions régionales*. Les tensions régionales et l'escalade potentielle des conflits au Moyen-Orient présentent un risque stratégique ayant des incidences directes pour la Türkiye, notamment la possibilité que des réfugiés affluent, d'où une pression accrue exercée sur les systèmes nationaux. Cela pourrait se répercuter sur les opérations du PAM du fait de l'accroissement des besoins humanitaires, ce qui imposerait de procéder rapidement à des ajustements opérationnels et à une réaffectation des ressources. Pour parer à ce risque, le PAM prévoira plusieurs hypothèses et élaborera des activités axées sur la préparation de manière à anticiper toute évolution éventuelle et à s'y adapter, ainsi qu'à maintenir une coordination étroite avec le Gouvernement et les partenaires internationaux.

12. *Exposition aux séismes*. Compte tenu de l'exposition élevée de la Türkiye aux risques sismiques, notamment dans des zones où sont présents le PAM et ses partenaires coopérants, les tremblements de terre constituent une menace notable pour la continuité des opérations. Pour atténuer ce risque, le PAM procédera à des évaluations périodiques des risques et assurera un suivi en continu, tiendra à jour un plan exhaustif de continuité des opérations et mobilisera ses solides systèmes de sauvegarde de données, qui sont répartis stratégiquement entre les bureaux, de manière à préserver l'intégrité des données et de favoriser un relèvement rapide en cas de perturbation.

Risques opérationnels

13. *Exploitation et atteintes sexuelles*. En application de l'approche consistant à "ne pas nuire", le PAM atténuera les risques liés à la protection et à l'application du principe de responsabilité, notamment l'exposition au risque d'exploitation ou d'atteintes sexuelles. Il recensera régulièrement et atténuera tout risque susceptible de peser sur les populations touchées, renforcera les capacités de ses employés et du personnel de ses partenaires, mènera des activités de sensibilisation auprès des communautés touchées et mettra sur pied des systèmes internes de communication de l'information ainsi que des filières d'orientation à l'extérieur. Une approche tenant compte des risques de conflit sera adoptée, en particulier lorsqu'il faudra procéder à des ajustements opérationnels comme la détermination de nouveaux critères pour le ciblage et de nouvelles valeurs des transferts.

Risques fiduciaires

14. *Fraude et détournement*. Le PAM a mis en place plusieurs mesures de détection et de prévention de la fraude et du détournement de ressources, à commencer par son mécanisme communautaire de remontée de l'information, il a renforcé les systèmes de gestion et de rapprochement des identités pour ce qui est des transferts de type monétaire, et il a défini des protocoles et des dispositifs de saisie des échelons supérieurs assortis de règles claires pour donner suite aux éventuels signaux d'alerte décelés à l'occasion du contrôle des transactions.

Risques financiers

15. *Affaiblissement du pouvoir d'achat des bénéficiaires*. Toute détérioration de l'environnement économique ou hausse de l'inflation, touchant en particulier les produits alimentaires, sont susceptibles d'affaiblir le pouvoir d'achat des bénéficiaires, ce qui compromet l'utilité des transferts de type monétaire effectués par le PAM et l'aptitude des bénéficiaires à satisfaire leurs besoins essentiels. Le PAM atténuera de tels risques en suivant l'évolution des prix et des taux de change et œuvrera avec les parties prenantes compétentes pour garantir que la valeur des transferts est appropriée, autant que possible.

Garanties sociales et environnementales

16. La Türkiye fait face à des problèmes environnementaux de taille qui sont dus à la croissance démographique, à l'urbanisation et à des modes de consommation non durables[1]. Pour éviter d'exacerber les pressions que ses programmes exercent sur l'environnement, le PAM passera en revue les activités prévues dans le cadre du présent PSP au prisme des risques environnementaux et sociaux, en employant pour ce faire son outil interne d'analyse des risques de ce type. Il s'emploiera aussi à atténuer autant que possible l'impact environnemental de ses opérations d'appui en accroissant l'efficacité énergétique, en dématérialisant les procédures, en réduisant les émissions produites par les voyages aériens et en procédant à la gestion des déchets dans ses installations. Les fournisseurs et prestataires du PAM seront eux-mêmes contraints d'adhérer aux normes environnementales, telles que la norme ISO 14000. Le PAM réfléchira à l'adoption d'un système de gestion environnementale au cours de la mise en œuvre du PSP.

[1] Organisation des Nations Unies. 2024. *United Nations Country Analysis Türkiye 2026–2030* (document non publié).

ANNEXE III

Budget du portefeuille de pays établi compte tenu des besoins et ventilation des coûts par effet direct du plan stratégique de pays *(en dollars)*

TABLEAU 1: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS ÉTABLI COMPTE TENU DES BESOINS (*en dollars*)					
Effet direct du PSP	**Activité**	**2026**	**2027**	**2028**	**Total**
1	1	11 859 986	11 563 320	10 490 814	**33 914 120**
2	2	5 817 221	5 179 543	4 712 507	**15 709 271**
	3	248 931	272 545	300 680	**822 156**
	4	398 880	401 535	403 478	**1 203 893**
Total		**18 325 018**	**17 416 943**	**15 907 479**	**51 649 440**

TABLEAU 2: VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (*en dollars*)			
	Effet direct stratégique 1 du PAM	**Effet direct stratégique 4 du PAM**	**Total**
	Effet direct 1 du PSP	**Effet direct 2 du PSP**	
Domaine d'action privilégié	**Intervention face à une crise**	**Renforcement de la résilience**	
Transferts	22 796 778	12 680 816	**35 477 594**
Mise en œuvre	5 328 955	2 094 087	**7 423 042**
Coûts d'appui directs	3 718 511	1 951 457	**5 669 968**
Total partiel	**31 844 244**	**16 726 360**	**48 570 604**
Coûts d'appui indirects	2 069 876	1 008 960	**3 078 836**
Total	**33 914 120**	**17 735 320**	**51 649 440**

ANNEXE IV

TABLEAU 3: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ANNÉE				
	2026	**2027**	**2028**	**Total**
Total (*hors chevauchement*)	42 500	39 350	39 350	52 500

ANNEXE V

RATION ALIMENTAIRE (*grammes/personne/jour*) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ				
	Effet direct 1 du PSP			
	Activité 1			
Type de bénéficiaires	**Réfugiés (centres d'hébergement temporaire)**	**Réfugiés (villes-conteneurs)**	**Réfugiés (transition volontaire)**	**Personnes touchées par une crise**
Modalité	**Transferts de type monétaire**	**Transferts de type monétaire**	**Transferts de type monétaire**	**Bons-produits**
Total kcal/jour*	713	693	n.d.**	À déterminer (en cas de situation d'urgence)
% kcal d'origine protéique				
Transferts de type monétaire (*dollars/personne/jour*)	0,436	0,509	14,954	0,667
Nombre de jours d'alimentation par an	360	360	30	30

* La couverture de l'assistance sous forme de kilocalories représente le pourcentage de la valeur des transferts correspondant à la portion de produits alimentaires constitutive du panier de dépenses minimum. La valeur actuelle des transferts est fixée par le Gouvernement de manière à correspondre autant que possible aux montants versés au titre du filet de protection sociale qui constitue le dispositif d'assistance gouvernemental.

** L'assistance n'a pas vocation à répondre directement aux besoins alimentaires, mais plutôt à faciliter le départ volontaire des réfugiés des camps dans lesquels ils se trouvent; ils cesseraient ainsi d'être dépendants de l'appui fourni par le PAM sous la forme de transferts de type monétaire dans les centres d'hébergement temporaire.

ANNEXE VI

Liens vers les ressources techniques et connexes

De plus amples renseignements relatifs aux opérations et aux budgets peuvent être consultés sur le portail de données sur les PSP[1].

Des informations détaillées concernant notamment les éléments ci-après y seront communiquées pour toute la durée du PSP et mises à jour chaque année:

a) les modalités de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;

b) une vue d'ensemble des bénéficiaires, ventilés par groupe d'âge, par sexe et par statut de résidence, ainsi que des données sur les bénéficiaires ventilées par groupe de bénéficiaires, par sexe et par modalité de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;

c) les distributions de rations alimentaires et les transferts prévus dans le cadre de chaque effet direct du PSP et de chaque activité;

d) la ventilation des transferts par modalité;

e) des informations quantitatives pour chaque effet direct du PSP et chaque activité, avec indication de la valeur en dollars É.-U. ainsi que du volume le cas échéant;

f) un plan de hiérarchisation des priorités: ajustements apportés aux plans d'exécution en fonction des perspectives de financement.

[1] Conformément à la politique en matière de plans stratégiques de pays (2016).

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3RP	plan régional pour les réfugiés et la résilience
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance